

Dans la grave crise sanitaire dans laquelle nous sommes entrés la confiance de la population dans les décisions politiques prises et la discipline collective sont essentielles.

C'est là que le bât blesse!

Nous reviendrons plus tard (priorité à la question sanitaire) sur les raisons profondes de l'incrédulité publique et la méfiance à l'égard de la parole provenant des sphères du pouvoir et des sphères médiatiques (récemment mouvement des gilets jaunes, mesures de détricotage des conquits sociaux, décision du conseil des ministres annoncé comme réservé à la lutte contre le coronavirus profitant de l'occasion pour embrayé sur le 49-3 sur la réforme des retraites ...)

Toute une phase de confrontation sociale avec côté pouvoir des décisions et une propagande contre les intérêts et l'avis majoritaire du peuple et des travailleurs.

Dans la situation présente il est donc aussi capital de rassurer les travailleurs, les salariés, les précaires sur leur avenir.

Oui, de rassurer le peuple ET NON PAS les marchés financiers qui déjà manœuvrent et entendent faire prévaloir leurs intérêts pour la suite.

Et reconnaître aux travailleurs le **droit de retrait** à l'inverse de la position adoptée par le pouvoir et le patronat!

Il incombe donc aux organisations syndicales et à la CGT en particulier d'assumer cet aspect du combat, parallèle à la merveilleuse mobilisation et au merveilleux dévouement des personnels de santé.

Le positionnement de nos camarades italiens de l'USB, syndicat indépendant affilié à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) constitue en ce sens un bel exemple à l'inverse du positionnement de la confédération européenne des Syndicats (CES) et de Laurent BERGER qui comme à son habitude se contente d'accompagner les décisions du pouvoir.

Il existe plusieurs références dans la législation italienne qui peuvent être utilisées, de l'article 44 du décret législatif 81 de 2008 au même article 2 paragraphe 7 de la loi 146 sur le droit de grève, où il est fait référence à la "protestation contre des événements graves". nuisible à la sécurité et à la sûreté des travailleurs".

Nous sommes confrontés à une situation d'urgence nationale énorme et le choix du gouvernement hier soir d'étendre les mesures, jusqu'ici limitées à la Lombardie et à 14 provinces à l'ensemble du pays, montre que nous vivons dans une condition sans précédent. Cependant, le gouvernement devrait cesser de courir après l'urgence avec des mesures tampons et prendre des décisions beaucoup plus drastiques sans continuer à donner la priorité aux raisons économiques.

Fermez simplement les écoles et évitez les rassemblements, fermez les gymnases, les discothèques ou les stations de ski et invitez à arrêter la vie nocturne. Cependant, pour être efficaces, ces mesures doivent prévenir toutes les situations qui conduisent à des concentrations de personnes. Par conséquent, les usines ou les entrepôts logistiques avec des centaines et dans certains cas des milliers de travailleurs en contact quotidien ne peuvent pas rester ouverts. Ou que les gares, les aéroports, les lignes de métro et les centres commerciaux fonctionnent. Ou que les bureaux en contact avec le public restent ouverts sans avoir pris toutes les précautions nécessaires. À quoi sert l'invitation de plus en plus pressante de rester chez soi si les activités de production continuent de fonctionner comme si de rien n'était? À quoi bon étendre la zone rouge à l'ensemble du pays et imposer des sanctions sévères à ceux qui la violent si les activités commerciales sont autorisées à fonctionner correctement?

Le gouvernement exhorte à utiliser le travail intelligent ou le télétravail pour éviter les contacts et maintenir les activités en cours. Mais sur plus de 15 millions d'employés du seul secteur privé, près de 9 millions sont des travailleurs et pour eux, il n'y a pas de possibilité de recourir au travail à domicile: ils sont condamnés à s'exposer quotidiennement au risque de contagion ou ont le même droit de chacun à la protection de sa santé? L'association nationale des footballeurs a à juste titre demandé et obtenu d'arrêter le championnat pour éviter le risque de contagion. Nous demandons que l'activité économique et la mobilité soient défendues pour la même raison.

Quelqu'un dira que tout ne peut pas être arrêté, sinon, dans quelques jours, même la nourriture et les produits de première nécessité pourraient manquer. Ici, c'est le problème: le gouvernement doit faire des choix drastiques, arrêter toutes les activités, à commencer par la mobilité aérienne, ferroviaire et urbaine, la production et les activités commerciales, à la seule exclusion de tout ce qui est essentiel pour la fourniture de biens et services indispensables. Si le premier objectif est de stopper la contagion et de sauvegarder la santé des citoyens, il faut arrêter tout ce qui peut être arrêté sans autre intérêt que celui de la communauté. Et préparer le maximum de dispositifs de sécurité pour ceux qui ne peuvent s'abstenir de travailler.

Les travailleurs doivent pouvoir rester à la maison avec la certitude de maintenir leur emploi et leur salaire aussi longtemps que dure l'urgence sanitaire et jusqu'à ce que les conditions normales soient rétablies.

Les travailleurs publics et privés doivent pouvoir le faire, quel que soit le contrat (déterminé ou indéfini), mais aussi les travailleurs indépendants et les nombreuses formes de travail atypique. Pour que cela se produise, il est nécessaire de bloquer toute forme de licenciement et d'étendre les filets de sécurité sociale fournis aujourd'hui pour les zones rouges uniquement à l'ensemble du pays, mais aussi de prévoir une extension du revenu de la citoyenneté à tous ceux qui se retrouveront sans emploi en raison du coup fatal que toute l'économie informelle reçoit, ainsi que le travail gris qui, comme nous le savons, sont répandus en particulier dans le sud.

Les expulsions à travers le pays doivent être arrêtées, les hypothèques, les factures et les frais pour les services scolaires doivent être suspendus.

Pour faire tout cela, vous avez besoin d'énormes ressources qui ne peuvent être utilisées que par ceux qui l'ont. Une taxe sur les actifs est urgente, ce sont ceux qui en ont le plus qui doivent mettre les ressources accumulées à la disposition du pays. Les ressources doivent être prélevées sur les dépenses militaires, les loyers financiers doivent être taxés. Et surtout de revenir à l'utilisation du déficit public comme levier fondamental de l'économie, brisant ces paramètres absurdes de Maastricht qui risquent de compromettre notre survie même et plutôt de créer un Fonds européen ad hoc.

La portée de ces mesures est énorme, il est difficile de croire que ce gouvernement s'apprête à les mettre en œuvre. Au coin de la rue, cependant, il y a la propagation de l'infection et le risque que notre système de santé ne soit pas en mesure de faire face à une extension sensationnelle du virus. Un désastre aux proportions inimaginables que nous refusons de prévoir.

La grève dans les entreprises individuelles est notre forme de protection mais également une pression pour protéger les droits de chacun. Une arme que nous voulons utiliser comme un ratio extrême face au cynisme des patrons. Mais aussi un choix qui pourrait se généraliser si la situation continue de se dégrader et que la santé continue à se placer après les besoins des entreprises.